

**Unité Départementale  
Meurthe et Moselle / Meuse**  
Division de Nancy

Nancy, le 24 juin 2022

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/05/2022

### **Partie nominative**

#### **ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE**

Lieu-dit Betaigne  
Parcelle n° 676  
54950 LARONXE

Affaire suivie par : Anne-Marie LOSTRIAT  
Téléphone : 03 54 44 02 55  
Courriel : Anne-Marie.LOSTRIAT@developpement-durable.gouv.fr  
Référence : AML/NW/903\_2022  
Pièce jointe :

- Projet d'arrêté préfectoral de mise en demeure

L'inspection des installations classées a réalisé une visite d'inspection le 12/05/2022 de l'établissement ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE implanté Lieu-dit Betaigne Parcelle n° 676 - 54950 LARONXE. Le présent rapport rend compte de cette visite. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Les participants à l'inspection, représentant l'inspection des installations classées, sont :**

- LOSTRIAT Anne-Marie, Unité Départementale Meurthe et Moselle / Meuse, Subdivision environnement industriel, inspecteur de l'environnement

#### **Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :**

- DEIBER Karine – Logisticienne

Le courriel d'échange avec l'administration est : [g.pech@alpharecyclage.com](mailto:g.pech@alpharecyclage.com).

	Rédacteur	
	L'inspecteur de l'environnement Anne-Marie LOSTRIAT	

Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement Alain NOEL	Pour le Directeur Régional, Par délégation, l'Adjointe à la Cheffe de l'UD 54/55 Cécilia MATHIS

## **Rapport de l'inspection des installations classées**

### **Propositions à l'issue de la visite**

A l'issue de la visite d'inspection du 12/05/2022 de l'établissement ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE implanté Lieu-dit Betaigne Parcelle n° 676 - 54950 LARONXE, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Accessibilité des engins de secours - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2016 article : 7.2.1.2 - délai : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Moyens de lutte contre l'incendie - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 04/02/2016 article : 7.2.2 - délai : 1 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

**Unité Départementale  
Meurthe et Moselle / Meuse**  
Division de Nancy

Nancy, le 24 juin 2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 12/05/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE**

Lieu-dit Betaigne  
Parcelle n° 676  
54950 LARONXE

Référence : AML/NW/903\_2022

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/05/2022 dans l'établissement ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE implanté n°60 RD 590 – Zone d'activité de Betaigne - 54950 LARONXE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ALPHA RECYCLAGE FRANCHE COMTE
- Lieu-dit Betaigne Parcelle n° 676 - 54950 LARONXE
- Code AIOT dans GUN : 0006209376
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Non IED – MTD

La société Alpha Recyclage Franche Comté (ARFC) exploite une plate-forme de tri, regroupement et broyage de pneumatiques sur le territoire de la commune de Laronxe.

#### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Volume stocké,
- Accessibilité et moyens de lutte en cas d'incendie.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite
- la prescription contrôlée
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées
  - les observations éventuelles
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous)
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension.

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives.
- « sans suite administrative ».

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une précédente inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la précédente inspection (1)
Accessibilité des engins de secours	Arrêté Préfectoral du 04/02/2016, article 7.2.1.2	/	Mise en demeure, respect de prescription
Moyens de lutte contre l'incendie	Arrêté Préfectoral du 04/02/2016, article 7.2.2	/	Mise en demeure, respect de prescription

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

Nom du point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
Rubrique	Arrêté Préfectoral du 04/02/2016, article 1.2.1	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection montre que des dispositions relatives aux moyens de lutte contre l'incendie ne sont pas respectées, ce qui peut entraîner des conséquences sur le voisinage et l'environnement, plus importantes que celles modélisées dans l'étude des dangers du site.

### 2-4) Fiches de constats

**Nom du point de contrôle :** Rubrique

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2016, article 1.2.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Situation administrative
<b>Prescription contrôlée :</b> Après extension : Volume maximal stocké 7 250 m <sup>3</sup>
<b>Constats :</b> D'après l'état des stocks fournis le jour de la visite, environ 1 750 tonnes de pneus étaient présents, soit moins de 3 500 m <sup>3</sup> en volume. Le volume stocké respecte le volume autorisé de 7 250 m <sup>3</sup> .
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**Nom du point de contrôle :** Accessibilité des engins de secours

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2016, article 7.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accessibilité engins de secours
<b>Prescription contrôlée :</b> Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée en permanence pour la circulation sur le périmètre de l'installation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation. Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes + la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 5,5 mètres et la pente inférieure à 15 % : + dans les virages de rayon intérieur Inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 413 mètres est maintenu et une sur-largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ; + la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 KN avec un maximum de 80 KN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ; + chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ; « aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie engin. »
<b>Constats :</b> Le jour de l'inspection, la voie " engins " n'était pas maintenue dégagée sur toute la périphérie du stock.
<b>Observations :</b> Vu les stocks présents, cette situation ne semble pas être ponctuelle.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription

**Nom du point de contrôle :** Moyens de lutte contre l'incendie

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 04/02/2016, article 7.2.2
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Moyens de lutte incendie
<b>Prescription contrôlée :</b> L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, et conformes aux référentiels en vigueur notamment : "... d'une configuration des stocks de broyats de pneumatiques usagés en 4 alvéoles de 36 mètres sur 16,5 mètres chacune, séparées par des allées de 4 mètres. Les 4 alvéoles sont munies de murs béton autoporteurs au niveau des cotés intérieurs du stockage..."
<b>Constats :</b> Le stockage de pneumatiques ne se fait pas en alvéoles séparées de 4 m. Le site ne présente qu'un seul tas, ce qui ne permet pas de limiter le volume mis en cause lors d'un éventuel incendie, ainsi que les zones d'effets sur le voisinage et l'environnement.
<b>Observations :</b> /
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription